

Pour sauver l'agriculture, il faut rétablir les quotas de production

5 mars 2016 / [Marc Humbert](#)



L'agriculture européenne devait échapper aux aléas des marchés. Mais l'idéologie du libre-échange a mis à bas l'indépendance alimentaire et l'agriculture. Pour éviter la crise ultime, il faut commencer par rétablir les quotas de production, explique l'auteur.

Marc Humbert est professeur à la Faculté de sciences économiques de Rennes I.



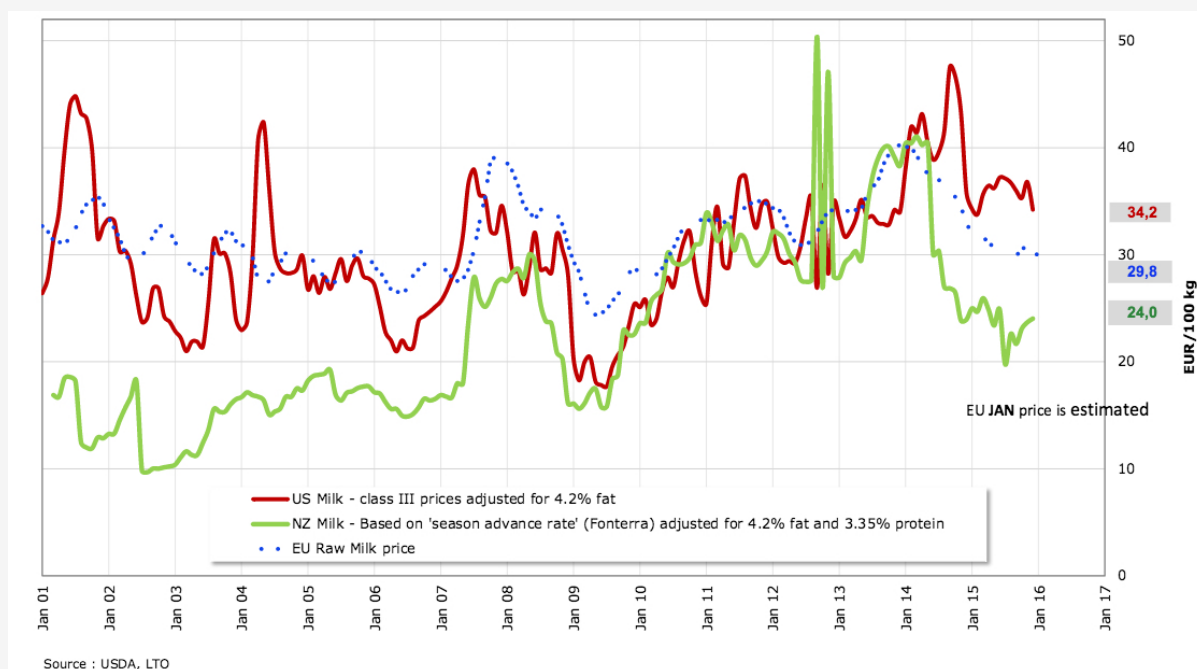
Marc Humbert.

Le gouvernement a entrepris de soumettre l'ensemble de notre société à la loi des marchés. Dans les années 1960, l'Europe avait pourtant décidé que l'agriculture, c'est-à-dire notre alimentation, était chose trop essentielle pour abandonner production et échanges aux aléas du marché. Il fallait à la fois maintenir les paysans, leur outil de production et l'environnement d'une part, et assurer que les consommateurs puissent s'alimenter dans de bonnes conditions, d'autre part.

Pour y parvenir, il avait été décidé de réguler les marchés. Fut mis en place à cet effet, en 1984 pour la production laitière, un système de quotas. Le système de quotas est le meilleur système pour réguler des marchés agricoles qui ont tendance à présenter des fluctuations importantes qui peuvent s'amplifier. Cela a été démontré mathématiquement et statistiquement par une équipe du Cirad ([Jean-Marc Boussard, 2005](#)) lors de discussions sur la libéralisation de l'agriculture mondiale. Et cela est démontré par l'exemple de la réussite de la politique des quotas laitiers européens, comme le montre le graphique ci-dessous.

Ce graphique est publié par le Milk Market Observatory (MMO), l'Observatoire du marché du lait, créé par l'Union européenne en avril 2014, un an avant l'arrêt des quotas laitiers. En rouge, le prix du lait états-unien, en vert le prix du lait néozélandais. On remarque l'effet des quotas en suivant l'évolution du trait en pointillé bleu, qui est celui du prix du lait de l'Union européenne. Les fluctuations ont été réduites. Même au moment de la violente crise de 2009, on voit que le prix européen a été maintenu bien au-dessus des deux autres prix. Cela a toujours été le cas, sauf lors des pics d'excès, jusqu'à ce que la fin décidée des quotas laitiers fasse basculer nettement le prix européen en dessous du prix états-unien. Cela explique la situation

d'urgence vécue aujourd'hui par la plupart des producteurs.



Évolution des prix du lait aux États-Unis, en Nouvelle-Zélande et dans l'Union européenne.

La responsabilité de la situation présente incombe à nos gouvernements. Ils ont décidé, en 1986, la soumission de l'agriculture à la loi des marchés, une demande états-unienne pour lancer des négociations qui ont créé l'OMC (Organisation mondiale du commerce). C'est cette soumission qui a décidé la réforme de la PAC (Politique agricole commune) et l'abandon en 2015 des quotas laitiers. Cette soumission des gouvernements se poursuit dans les négociations secrètes de **l'accord de libre-échange avec les États-Unis**.

Il n'y a là aucun projet d'avenir pour notre agriculture qui pourrait mobiliser les agriculteurs et les citoyens ! Aucune vision ! En toutes choses, ce sont les marchés qui nous entraînent, mais personne ne montre où. Les marchés ne s'inquiètent pas des conséquences de tout ceci pour les agriculteurs et pour notre alimentation, pour le monde. Les agriculteurs ? Ils sont appelés à disparaître.

La politique des quotas a permis d'éviter de trop grands malheurs, comme en 2009, et aurait permis, certes, d'éviter celui d'aujourd'hui. Mais elle n'est pas une politique active, elle ne définit pas un projet d'avenir, pas même d'accompagnement des évolutions. Entre 1995 et 2014, le nombre de fermes laitières est passé de plus de 150.000 à 63.000. Un mouvement de concentration parfois par départs à la retraite, souvent dans **des circonstances dures**. La

moyenne d'évolution entre 2000 et 2010 est la suivante : une surface plus grande de 36 % (95 hectares), une taille des troupeaux agrandie de 40 % (49 vaches) et le quota moyen relevé de deux tiers (453.000 litres). La soumission à la loi du marché va amplifier le mouvement.

C'est le choix du ministère, qui privilégie le productivisme et l'exportation. La **Maison du lait** s'enorgueillit : sur 10 litres de lait collectés, 4 sont exportés. 56 % de la poudre de lait fabriquée en France **est exportée**. La France gagne sur les marchés mondiaux ! Évidemment avec le soutien des industriels tels que **Lactalis et Danone**. Lactalis, premier groupe laitier mondial, fait 75 % de son chiffre d'affaire à l'étranger. Pour réduire les coûts de collecte, mieux vaut avoir de grandes fermes. D'où des projets tels que la « **ferme-usine des mille vaches** » en France, et partout en Europe, au Royaume-Uni, **en Allemagne**, etc. Les opérateurs ne sont plus des fermiers paysans, mais des sociétés de capitaux liés à l'agrobusiness.

Que deviennent les fermiers et les campagnes ? L'exportation est-elle assurée ? La Chine paraissait un excellent client ; elle l'est moins depuis que sa croissance paraît incertaine et qu'elle se lance elle-même dans l'élevage. Voir le gigantesque projet à Mudanjiang d'une ferme qui pourrait compter jusqu'à 60.000 vaches pour produire à destination des Russes le lait que les Européens ne peuvent plus lui expédier à cause de l'embargo.

Un grand plan pour l'agriculture et l'alimentation en France et en Europe est hors de propos pour un gouvernement qui s'est soumis au marché.

Lire aussi : [La fin des quotas laitiers : un maelström pour les petits paysans](#)

Source : Courriel à *Reporterre*

- *Dans les tribunes, les auteurs expriment un point de vue propre, qui n'est pas nécessairement celui de la rédaction.*

- *Titre, chapô et inters sont de la rédaction.*

Illustrations :

. chapô : Manifestation contre la fin des quotas laitiers, à Bruxelles, le 31 mars 2015. [Flickr](#) (greensefa/CC BY 2.0)

. graphique : [MMO](#)

- Emplacement : Accueil > Tribune >
- Adresse de cet article : <https://reporterre.net/Pour-sauver-l-agriculture-il-faut-retablir-les-quotas-de-production>